

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

L'Internationale Communiste et la Fédération de la Seine (*Boris Souvarine*). — Déclaration (*B. S.*). — L'Internationale et le Parti Français (Extraits des protocoles de l'Exécutif) : Discours de *Boris Souvarine* (Séance du 8 mai) ; Discours de *Trotsky* (Séance du 8 mai).

Discours de *Zinoviev* (Séance du 8 mai) ; Déclaration de *Boris Souvarine* (9 mai). — Le Parti Français modifiera-t-il son opinion sur le Front Unique (*J. Humbert-Droz*). — Les Classes Moyennes dans la Révolution Russe (*Victor Serge*).

L'Internationale Communiste et la Fédération de la Seine

LE Comité Exécutif de l'Internationale a publié une lettre ouverte à la Fédération de la Seine, traitant des questions évoquées par l'ordre du jour de son Congrès. L'Exécutif contrairement à ce que prétendent ses détracteurs, — dont quelques-uns sont hélas ! encore membres de notre Parti, — ne songe pas à faire prévaloir les conceptions de l'Internationale par une discipline mécanique : il cherche à convaincre. Son autorité ne lui vient pas de moyens coercitifs dont il ne dispose pas : il la tient uniquement de la force de ses arguments. Les adhérents de l'Internationale n'ont pas été enrôlés par contrainte : ils ont épousé les idées des fondateurs de la nouvelle Internationale, ils ont été convaincus. Cette fois encore, on peut tenir pour certain que les dirigeants du mouvement communiste mondial n'auront pas de peine à se faire entendre, comprendre et approuver des communistes qu'ils veulent persuader.

La lettre de l'Exécutif à la Fédération de la Seine réfute aisément les enfantillages propagés avec succès depuis plus d'un an dans notre principale organisation, à la faveur de la carence de la Direction du Parti. Jusqu'alors, l'Exécutif avait tenté d'intervenir pour le redressement du Parti désarmé en adressant au Comité Directeur des lettres privées et en discutant avec les représentants du Parti à Moscou. (Depuis le 3^e Congrès Mondial, il n'y eut pas moins de 20 délégués français auprès de l'Internationale.) Cette méthode n'a

donné aucun résultat. Il a fallu que l'Exécutif usât de ses droits statutaires pour imposer d'élémentaires mesures de sauvegarde du Parti. Maintenant, l'Exécutif s'adresse directement aux membres du Parti pour les saisir de nos différends politiques et éclairer leur conviction. Partisan de cette seconde méthode, que nous n'avons cessé de préconiser devant l'Exécutif depuis le Congrès de Marseille, nous constatons avec satisfaction l'influence bienfaisante de ces explications publiques.

Tous les militants sérieux voient aujourd'hui combien ils ont été trompés sur le rôle de l'Exécutif par une poignée de faux communistes qui s'est évertuée vainement à provoquer une rupture entre l'Internationale et sa section française. Ils le comprendront de plus en plus et de mieux en mieux, à mesure qu'ils seront renseignés sur les rapports de la direction de l'Internationale avec celle du Parti français. Ils jugeront d'autant plus sévèrement ceux qui les ont trompés et leurs complices avoués ou non qu'ils apprendront que l'Exécutif avait, dès la fin de l'année dernière, aperçu les dangers que courait notre Parti, les avait signalés à temps, avait préconisé d'efficaces moyens d'y parer. La masse du Parti, qui se trompe, elle, de bonne foi, ne pardonnera pas à ceux qui l'ont momentanément égaré.

La lettre de l'Exécutif perce les nuées « fédéralistes » et expose clairement la conception communiste du *centralisme démocratique*. La concentration des attributs de direction n'est

pas fondée sur un concept métaphysique, mais sur l'expérience du mouvement ouvrier mondial depuis trois quarts de siècle. Il n'y a pas de parti révolutionnaire du prolétariat, pas de parti communiste sans direction centralisée, sans discipline nationale et internationale. Le nier, c'est renier la 3^e Internationale.

Les bourgeois du *Temps*, les petits-bourgeois du *Populaire* et du *Peuple*, les anarchistes du *Libertaire*, prétendent à l'unisson que le centralisme des communistes repose sur leur goût du pouvoir, leur soif de commandement, d'autorité, leur ambitieuse aspiration à la dictature. On rougirait de discuter pareils propos. Ceux qui en tiennent de semblables dans notre Parti sont ou des bourgeois, ou des anarchistes, mais n'ont rien à faire dans un parti communiste. L'Exécutif leur dit nettement qu'ils sont « étrangers à l'esprit de la portion éclairée du prolétariat et desservent inconsciemment les intérêts de la Révolution ».

La campagne contre l'article 9 des statuts internationaux, c'est-à-dire contre la centralisation de l'organisation internationale du communisme, procède de l'esprit même des campagnes antérieures pour la fédéralisation du Parti. Elle en est la suite logique. Elle constitue une étape dans la marche vers la rupture avec l'Internationale, marche qui se brisera le 20 août contre la volonté de la Fédération de la Seine et sera arrêtée net.

Si la Fédération avait de sérieuses raisons de trouver mauvaises les méthodes de direction de l'Internationale, elle devrait poser la question « dans toute son ampleur, et sur son véritable terrain », dit l'Exécutif. Certes, réclamer la révision des statuts internationaux à propos de l'incident Fabre serait une dérision. Le Parti français ne commettra pas cette faute.

Pour apprécier la valeur de l'article 9, il faut en examiner l'usage jusqu'à présent. C'est au moyen de cet article que l'Exécutif a exclu de l'Internationale le Parti socialiste italien, puis le groupe Lévi et le groupe Friesland du Parti communiste allemand. Le 3^e Congrès Mondial a unanimement approuvé ces exclusions. L'expérience démontre d'une façon indiscutable que l'Exécutif a été clairvoyant en usant de l'article 9 pour ces opérations chirurgicales de grande envergure : elles ont littéralement sauvé le mouvement ouvrier révolutionnaire en Italie et en Allemagne. En Italie, le Parti socialiste exclu a rapidement décliné ; il est à la veille d'une scission qui le coupera apparemment en deux, mais le privera, en fait, de l'essentiel de ses forces d'organisation (direction des syndicats, des coopératives, des municipalités) conquises par les réformistes, cependant qu'une fraction de gauche, par une

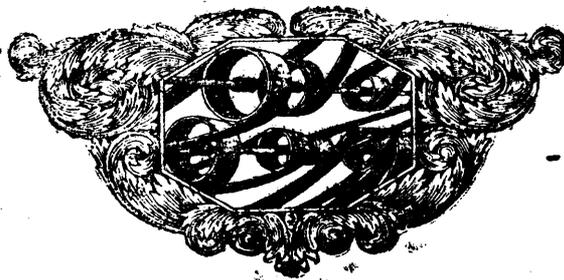
autre scission, lui enlèvera ce qui lui reste d'éléments révolutionnaires en rejoignant, tôt ou tard, le Parti Communiste. En Allemagne, le Parti Communiste délivré des saboteurs à la Lévi et à la Friesland, a fait des progrès considérables malgré la saignée de l'action de mars et acquiert chaque jour plus d'influence dans les syndicats et les conseils d'entreprises, plus de prestige devant les masses.

Voilà ce que montre l'expérience de l'emploi de l'article 9. Il serait ridicule de comparer ces grands faits à l'infinitésimal incident Fabre, qui est d'ordre absolument différent. Une délégation du Parti français, comprenant Cachin, Renoult, Sellier et Métayer, a pris devant l'Exécutif l'initiative et l'engagement de faire exclure Fabre du Parti, ainsi qu'il résulte des documents officiels. Elle fut approuvée par la majorité du Comité directeur. Celui-ci ne put tenir l'engagement de sa délégation, désarmé qu'il était par des statuts anarchiques. Les statuts internationaux, qui sont appropriés aux conditions actuelles de la lutte révolutionnaire, donnent, par contre, à l'Exécutif les pouvoirs nécessaires : celui-ci s'en est servi, et a demandé au Parti français de s'organiser en sorte que l'intervention de l'Exécutif ne soit plus désormais utile en cet ordre de choses. Critiquer le rôle de l'Exécutif à cette occasion, ce n'est donc pas critiquer la forme de son intervention, c'est en contester le bien fondé politique, c'est en critiquer le fond. Il n'est pas encore venu à notre connaissance qu'un membre du Parti se soit solidarisé politiquement avec Fabre ?

Il n'est pas téméraire de prévoir l'approbation des idées contenues dans la lettre de l'Exécutif, au Congrès fédéral du 20 août : le salut de la Fédération, le salut du Parti est là.

La Fédération de la Seine va se ressaisir. En octobre, le Parti se ressaisira. Oui, nous ferons un Parti Communiste en France !

Boris SOUVARINE.



DÉCLARATION

En reprenant la direction effective de ce Bulletin Communiste que nous avons dirigé depuis l'origine, nous devons à nos lecteurs, aux militants du Parti quelques explications claires sur les différends politiques qui se sont produits pendant l'absence du directeur de ce B. C., retenu à Moscou pendant quatorze mois au service de son Parti et de l'Internationale.

Le Comité Directeur du Parti, en dépit des statuts qu'il a la charge de faire respecter, avait nommé une direction de cinq membres au B. C. alors que les quotidiens du Parti d'une importance infiniment plus grande que celle d'un hebdomadaire, conservaient leur directeur unique. C'était une mesure inexplicable et injustifiable.

Le Comité Directeur eût été fondé à changer la direction du B. C. dans le cas où il eût été prouvé que celui-ci devenait un organe de « tendance », comme cela a été affirmé sans raisons. Produire une telle preuve n'est pas chose aisée, tant qu'il ne se trouve pas un seul membre du Parti qui puisse signaler le refus d'insertion d'un article pour des motifs politiques.

En vérité, le B. C. a conservé sa tendance de toujours, qui est celle de l'Internationale Communiste. Ce n'est pas lui qui a changé, mais bien ceux qui le dénigrent qui manquent à leurs engagements de Tours.

Nous n'avons pas à craindre de publier des articles de nos adversaires. Nous avons au contraire tout intérêt politique à voir chacun prendre ses responsabilités, et préciser ses vues pour pouvoir mieux les critiquer nous-mêmes. Aussi, en reprenant la direction du B. C., notre premier soin sera d'inviter les camarades désignés comme « leaders » à user des colonnes de cet organe pour prendre position sur les questions posées au prochain congrès et assumer leurs responsabilités.

Une lutte se déroule à l'intérieur du Parti, qui met en jeu les idées essentielles de l'Internationale Communiste. La masse du Parti, mal informée et, partant, quelque peu troublée, se tourne vers ses chefs et attend d'eux des éclaircissements. Les chefs se taisent. Nous les pressons ici de rompre ce silence funeste et de ne pas laisser à la tendance de gauche tout le poids du travail de propagande et d'éducation qui rendra réelle et consciente et ferme l'adhésion de notre Parti à la III^e Internationale, travail qu'elle assume seule depuis le Congrès de Marseille contre les adversaires avoués ou masqués du communisme.

L'Internationale, d'accord avec les représentants de la gauche et du centre du Parti présents à Moscou, a préconisé l'union de ces deux tendances comme le plus efficace moyen de sauver notre Parti en danger. Pour notre part, nous ferons tout pour réaliser cette union et nous y sacrifierons les considérations personnelles même les plus légitimes. Les porte-paroles du centre n'ont pas une minute à perdre pour se prononcer entre la droite et la gauche.

Comme représentant du Parti français à l'Exécutif, notre rôle a été présenté sous les aspects les plus fantaisistes et les moins conformes à la vérité. On ne compte plus les légendes qui courent à ce sujet. On aurait trop à faire à les réfuter dans le détail. Depuis un an, tant de sottises ont été dites et imprimées qu'il faudrait avoir du temps à perdre pour relater tous les faits dans leur simplicité.

Une tâche si pressante nous sollicite actuellement, les intérêts supérieurs du Parti sont si gravement menacés que nous avons le devoir de dédaigner le fatras de calomnies entassées depuis plus d'une année contre un homme dont le seul crime est d'avoir servi de toutes ses forces son Parti et l'Internationale, — pour nous consacrer entièrement au redressement du Parti désespéré.

Il nous suffira de dire que, pendant les quatorze mois de notre travail à Moscou, nous n'avons pas reçu du Comité Directeur la moindre indication politique, les moindres instructions, les moindres ordres dont on puisse nous accuser de n'avoir pas tenu compte. Jamais le Comité Directeur ne nous a reproché notre ligne politique. A aucun moment, il n'a eu à nous rappeler à l'ordre ou à nous critiquer. La correspondance politique du Comité Directeur ne contient que des approbations. Quant à l'incident dit « personnel » (à tort, d'ailleurs) qui s'est produit en septembre dernier à propos de lettres absolument confidentielles et privées, il a été réglé sans discussion sur le simple envoi de lettres de Frossard, Lorient et Cachin qui, en dix lignes, ont clos l'incident. Le tapage fait en cette circonstance ne fut que bluff et manœuvre. Les maintenu à notre poste.

Le Comité Directeur avait d'ailleurs toute faculté de nous rappeler. Il ne l'a pas fait, bien qu'il soit en majorité composé d'adversaires de la gauche à laquelle nous appartenons.

Depuis Marseille, nous avons donné notre démission que nous n'avons jamais retirée, contrairement à ce qui a été dit. Seules, la volonté de l'Exécutif et la discipline internationale nous ont maintenu à notre poste.

Quant aux campagnes de diffamation éhontées dont nous avons été l'objet, elles nous honorent au delà de ce que nous méritons. Nous essayerons de nous montrer digne des inimitiés que nous a valu notre effort à servir la révolution communiste. Mais que les amateurs de scandale et les professionnels du chahut ne comptent pas sur nous pour favoriser leur besogne de démoralisation du Parti. Nous ne répondrons pas à leurs insultes, passées, présentes et futures. Quelque légitime que serait un règlement de comptes d'où nos ennemis sortiraient disqualifiés, nous y renonçons dans l'intérêt du Parti, que nous plaçons au-dessus de tout.

Boris SOUVARINE.

L'Internationale et le Parti français

(Extraits des Protocoles de l'Exécutif)

Nous commençons ici la publication des principaux discours prononcés à l'Exécutif pendant les séances consacrées à la question française. Les discours de Frossard ont déjà paru ici. Les discours des autres camarades de l'Exécutif qui sont intervenus confirment sur tous les points essentiels les idées exprimées par Trotsky, Zinoviev et Souvarine.

Quant aux discours de Trotsky, deux seulement sur cinq ont été publiés et, malheureusement, dans de mauvais textes non revus ni corrigés ; aussi croyons-nous devoir les publier tous et dans l'ordre chronologique auquel nous nous sommes conformés en général pour classer tous les discours.

L'intérêt de cette publication n'échappera à personne. Les membres du Parti se convaincront, en en prenant connaissance, du véritable caractère des débats, du véritable rôle de chacun, et compareront ce qu'ils auront appris aux légendes que d'aucuns ont mises en circulation. Ils sauront comment et pourquoi Fabre a été exclu du Parti. Ils connaîtront l'opinion de deux des meilleurs militants russes : Trotsky et Zinoviev, sur les aspects divers de la crise de notre Parti. Ils seront ainsi mieux préparés aux discussions du prochain Congrès.

Naturellement, il est nécessaire, en lisant les textes publiés aujourd'hui, de se reporter au moment où les paroles ont été prononcées, c'est-à-dire à trois mois en arrière.

Un discours de Souvarine

(Séance du 8 Mai)

L'opposition française au front unique. — La campagne de dénigrement. — Une singulière discipline. — La Fédération du Nord trouve son orientation. — La C. G. T. U. sous l'influence anarchiste. — Le conflit intérieur du Parti. — Comment le Parti est trompé. — L'affaire des réintégrations. — L'exclusion de Fabre. — La crise de recrutement.

Camarades.

L'impression générale qui se dégage du rapport de la camarade Leiciague est une impression plutôt optimiste. Je crois que cette impression n'est pas tout à fait justifiée et j'attribue cela au fait que la camarade Leiciague appartient à une tendance du Parti, à une nuance du Parti qui est celle de la conciliation. La camarade, par conséquent, incline à atténuer tout ce qui peut donner des inquiétudes quant à l'orientation du Parti et à interpréter dans le meilleur sens les faits et les discussions qui mettent en cause l'orientation communiste du Parti.

Il y a actuellement trois grandes questions à discuter. L'une est la question du front unique ; la seconde est celle des rapports entre les Syndicats et le Parti ; et la troisième est celle du conflit intérieur dans le Parti.

Sur la question du front unique, vous savez que le Parti français a pris une attitude d'opposition à la Conférence de l'Exécutif élargi.

Cette attitude a été adoptée très nettement par la grande majorité du Comité Directeur. Le Parti a suivi le Comité Directeur, dans sa très grosse majorité.

Mais, quand le Parti a-t-il exprimé son opinion ? Il y a eu trois assemblées nationales du Parti où la question du front unique a été posée. Et, dans ces trois assemblées, on peut dire que les participants ont été unanimes à reconnaître qu'il avait été pratiquement impossible aux sections du Parti de discuter la question.

Ce fut d'abord le Congrès de Marseille, ensuite la Conférence des secrétaires fédéraux, enfin le dernier Conseil National. Ces assemblées ont été convoquées brusquement ou bien la question du front unique y a été portée brusquement, de telle sorte qu'il a été impossible au Parti de discuter d'une façon approfondie un problème aussi grave. Et c'est un véritable tour de force que d'avoir pu réunir trois fois en quatre mois

des assemblées du Parti sans épuiser un débat dont la conclusion est si urgente. Nous sommes obligés de constater actuellement que la question a encore besoin d'une discussion dans les rangs du Parti. C'est donc que la méthode de travail employée n'a pas été bonne.

Comme vous le savez, le Parti a été influencé par ses journaux et la plupart de ses porte-paroles qui sont hostiles, pour des raisons très variées, au front unique.

Discipline et catastrophe

A la suite des débats de la Conférence de l'Exécutif, la délégation française a fait une déclaration disant qu'elle considérait que la discipline lui commandait de se conformer à la tactique décidée. Or, depuis cette reconnaissance de la discipline, à quel spectacle assistons-nous ? On répète à tout instant, en effet, que le Parti français est discipliné et qu'il se conformera aux décisions de l'Internationale. Mais, en même temps, on fait contre le front unique une campagne tellement acharnée qu'elle dépasse même la campagne qui a précédé la réunion de l'Exécutif élargi. Et alors, je ne comprends pas très bien le point de vue des camarades qui font cette campagne. Si l'on déclare : nous sommes pour la discipline, et qu'en même temps on dénonce la tactique employée en proclamant que cette tactique conduit le Parti à une catastrophe, il est bien évident que le trouble continue dans le Parti et que la clarification que nous espérons ne peut pas se produire.

Par exemple : (Il est impossible de donner lecture des documents qui témoignent des faits que je signale, mais il suffit de donner connaissance d'un seul texte pour avoir une idée du diapason, du ton actuellement employé dans le Parti, dans les polémiques sur le front unique.)

Il s'est engagé, dans l'*Humanité*, une discussion entre Frossard et Daniel Renoult à propos de la constitution du Comité des Neuf. Daniel Renoult affirmait que ce

Comité des Neuf avait le pouvoir de décider de l'action de tous les Partis Communistes comme de tous les Partis Socialistes.

Frossard réfuta, avec raison, cette interprétation. Voici comment Renoult répondit à la réponse de Frossard. Je cite intégralement sa lettre (*Humanité* du 15 avril) :

Une lettre de Renoult

« Mon cher ami,

« Je sais parfaitement qu'il a été spécifié que les décisions de la commission des « Neuf » devraient être prises non à la majorité mais à l'unanimité des voix. Mais cela ne change rien à la réalité profonde, cela n'empêche pas que dans cette commission, les six réformistes, délégués de la Deuxième Internationale et de l'Internationale de Vienne, domineront par la force des choses, et « majoriseront » chaque fois qu'il leur plaira, les trois délégués de notre Internationale communiste. On l'a bien vu au premier coup, à Berlin, où Vandervelde a été le maître, faisant repousser la conférence qui devait se réunir en même temps que celle de Gènes, imposant aux Soviets, à propos des « socialistes » contre-révolutionnaires de Russie, les décisions humiliantes que critique maintenant Lénine, obligeant enfin les communistes à effacer du programme pour les manifestations prochaines, la lutte contre le traité de Versailles.

« Il est donc, mon cher ami, indiscutable que nous sommes tous, et Frossard comme Renoult, soumis à l'autorité supérieure de la commission des Neuf, qui domine les trois Internationales, et qui est dominée elle-même par les ministres de rois.

« Tu ajoutes que cette commission des Neuf, placée au-dessus des trois Internationales, et qui est l'Exécutif suprême, n'a encore qu'une existence provisoire ; nous pouvons, dis-tu, mandater nos délégués à Moscou pour demander sa suppression.

« Tu as raison, mais, comme selon toutes probabilités, nous serons battus une fois de plus par les partisans du front unique à tout prix, il n'y aura rien de changé et l'Exécutif suprême, où les réformistes ont la majorité contre les révolutionnaires, continuera de nous régir.

« Je n'ai donc, hélas ! nullement exagéré la gravité de la situation. Crois, mon cher Frossard, etc...

« Daniel RENOULT. »

Plutôt l'indiscipline

Dans un autre article, auquel a répondu déjà Trotsky dans la *Pravda*, le camarade Renaud Jean déclare que la tactique du front unique conduit le Parti à une catastrophe.

Camarades, si j'avais la conviction que le front unique conduit le Parti à une catastrophe, je combattrais cette tactique, je combattrais l'Internationale, et je ne m'inclinerais pas par discipline.

Ici se pose la question de cette fameuse discipline dont on parle toujours. Eh bien, je ne suis pas partisan de la discipline dans ces conditions-là, parce que la discipline dans l'Internationale, ce n'est pas une soumission mécanique. La discipline, évidemment, doit intervenir quand il s'agit de questions d'ordre intérieur, de police intérieure. Elle pouvait intervenir par exemple dans la question des démissionnaires de Marseille.

Mais, quand il s'agit d'une question fondamentale, d'une question essentielle comme la tactique du front unique, il est évident qu'aucune discipline ne peut arriver à harmoniser l'action du Parti avec celle de l'Internationale.

On ne peut pas conduire la tactique du front unique à contre-cœur, d'autant plus que nous sommes tous d'accord pour dire que la situation en France est très complexe, que l'on doit apporter dans le maniement d'une pareille tactique une grande attention, une grande habileté, une grande expérience politique. Si l'on pratique une pareille méthode par discipline et tout en la dénonçant, il est évidemment impossible de conformer la tactique du Parti français à la tactique générale de l'Internationale.

Aussi, je trouve que la situation est bien grave, parce que, bien loin de se dissiper, le malentendu ne fait que s'approfondir et s'aggraver,

Le Nord s'oriente

Est-ce que dans les masses du Parti français la confusion existe au même degré que dans l'esprit de certains dirigeants comme ceux dont je viens de parler ?

A mon avis, non, autant que je puis en juger par la lecture des journaux.

Je me rappelle qu'au cours de la discussion qui eut lieu ici, en février, le camarade Daniel Renoult dit, pour montrer que, dans notre plus importante Fédération de province, celle du Nord, il y avait un sentiment d'indignation générale contre le front unique, que le secrétaire de cette Fédération avait déclaré que si le front unique était admis par le Parti, la Fédération proclamerait son autonomie.

Or, les débats du Conseil National nous démontrent qu'au contraire la Fédération du Nord, qui est une Fédération prolétarienne, a déclaré : Les masses de nos régions sont pour le front unique. Nous trouvons que la question a été mal posée, que l'on a mal expliqué aux masses ce que c'est que le front unique, et il y a un grand trouble dans les esprits, mais nos masses sont pour le front unique.

C'est dans cet esprit que le camarade Guy Jerram s'est exprimé. Son point de vue ne contredit pas le nôtre. Nous ne prétendons pas imposer le front unique mécaniquement au Parti français, sans explication, sans une préparation préalable du milieu.

Eh bien ! il me semble que si une Fédération comme la Fédération du Nord, d'elle-même, et même malgré l'influence des dirigeants du Parti, si cette Fédération a pu d'elle-même trouver la bonne orientation, c'est une justification de la tactique du front unique, même en France.

Actuellement, quelle est la situation ?

Une situation grave

On répète tous les jours qu'on est discipliné. En même temps on déclare que le Parti va aux abîmes s'il suit une telle tactique.

Je trouve que c'est une mauvaise méthode pour arriver à mettre le Parti français à l'unisson dans l'Internationale.

Il y a un fait encore plus grave. C'est la remise en question des décisions de la Conférence de l'Exécutif élargi et l'appel qu'en fait le Parti au 4^e Congrès mondial. Si le Parti français déclare : « La question n'est pas encore définitivement tranchée, il y a un organe supérieur, c'est le Congrès mondial, le 4^e Congrès, qui doit prononcer en dernier lieu », si le Parti français dit cela, il est évident que, pour tout le monde, il n'y a rien de décidé, que c'est seulement au 4^e Congrès mondial, au mois d'octobre, qu'on décidera, et que, par conséquent, il n'y a pas d'inconvénient à favoriser des courants contraires à notre tactique.

Cette décision est donc extrêmement grave parce qu'elle alimente en permanence l'opposition à la tactique générale de l'Internationale.

Passons à la question des rapports entre les Syndicats et le Parti. Cette question est fondamentale.

Nous avons tous toujours considéré que le Parti Communiste doit travailler là où est le prolétariat.

Nous pensons que l'élite du prolétariat se trouve dans les Syndicats et que, par conséquent, notre propagande doit s'exercer dans les Syndicats.

C. G. T. U. et Anarchistes

Or, nous avons lu récemment une résolution de la C. G. T. U. qui a été inspirée, écrite et votée uniquement contre le Gouvernement des Soviets. Car il est incontestable que les protestations contre les répressions en Espagne et en Yougo-Slavie, par exemple, sont chez nous des manifestations courantes. Il n'y a pas, dans le mouvement ouvrier, de divergences de vue quant à la nécessité de protester contre la répression capitaliste.

Une résolution d'un tel ordre, même la C. G. T. de Jouhaux n'avait pas osé en voter de pareille. Dans la C. G. T. réformiste, il y a des gens à tout faire qui l'on empiète dans la presse pour injurier le Gouvernement des Soviets, la Révolution russe, le Parti bolchevik, pour jeter de la boue sur la Révolution.

Mais dans une assemblée, dans un Congrès officiel de l'organisation, jamais on n'a osé présenter une résolution contre la Révolution bolchevique. Et ce que la C. G. T. réformiste n'a pas osé faire, la C. G. T. U. le fait sous l'influence des anarchistes.

Ce qui éclaire d'une façon indiscutable le sens de la résolution, c'est d'abord qu'elle est l'aboutissement de toute une campagne dans le journal anarchiste qui, en France, a pris dans le mouvement syndical une influence jusqu'à présent déterminante. Nous espérons tous que cela ne durera pas. Mais, dans l'état de choses actuel, cette campagne, dirigée contre le Gouvernement des Soviets, a eu sa conclusion dans la résolution qui a été votée.

Je sais bien que l'un des promoteurs de la résolution a dit qu'il ne s'agissait pas de flétrir le Gouvernement des Soviets, mais que cette résolution a « une portée générale ». Mais d'autres rédacteurs de la résolution ont dit exactement le contraire.

Mais il y a plus. Il y a le texte même de la résolution qui condamne « tous les Gouvernements quels qu'ils soient ». Je ne comprends pas qu'il puisse y avoir deux interprétations, quand on écrit : tous les Gouvernements quels qu'ils soient.

Pour que d'ailleurs nous n'ayons pas de doute, la Commission administrative de la C. G. T. U. a voté une autre résolution qui, cette fois, ne permet pas d'interpréter et qui met les points sur les i. C'est bien contre le Pouvoir soviétique que la résolution est dirigée.

Enfin, il y a une troisième manifestation du même goût. C'est une déclaration de la C. G. T. U. publiée dans l'*Humanité* et maltraitant un rédacteur de l'*Humanité* qui s'était permis de faire un commentaire timide de cette résolution, commentaire qui constatait que la résolution n'était pas du tout conforme à l'esprit de la Charte d'Amiens. Pour avoir fait cela, ce rédacteur s'est vu traiter de la plus injurieuse façon dans l'*Humanité*. Et notre journal, par une note officielle que l'on a publiée après cette insolente déclaration, s'est borné à balbutier une insuffisante réponse.

Voilà la situation dans la C. G. T. U.

Carence de la Direction du Parti

Que fait le Parti contre cela ? Jusqu'à présent, dans la mesure où la presse nous permet de voir ce qui est apparent, on n'a rien fait. On ne peut signaler que ce commentaire timide du camarade Tourette qui s'était permis de faire ce rapprochement entre la résolution de la C. G. T. U. et la Charte d'Amiens.

Le Comité Directeur du Parti français n'a pas jugé nécessaire de combattre l'opinion de la C. G. T. U., et le journal officiel du Parti a adopté la même réserve.

La seule protestation motivée énergique qui se soit élevée, ce n'est pas d'un membre du Parti qu'elle est venue, c'est du camarade Monatte, d'un camarade qui s'est même retiré momentanément de l'activité révolutionnaire, mais qui n'a pas pu contenir l'indignation que cette résolution lui a inspirée. Un article de lui paru dans l'*Ecole Emancipée* et reproduit dans l'*Humanité* a critiqué et combattu le point de vue officiel de la nouvelle C. G. T. révolutionnaire. Dans cet article, le camarade Monatte a dit notamment que le Parti Communiste laissait courageusement aux autres le soin de défendre la Révolution russe et les bochevks. Il n'avait que trop raison.

Voilà pour la question des rapports entre la C. G. T. U. et le Parti jusqu'à aujourd'hui.

Il se tiendra, dans un peu moins d'un mois, le 4 juin, le Congrès constitutif de la C. G. T. U. En vue de ce Congrès j'aperçois dans la *Vie Ouvrière* un commencement de campagne qui s'organise pour arracher à la fraction anarchiste la direction du mouvement syndical.

La camarade Leiciague nous a dit que la Commission Syndicale du Parti doit se mettre à l'ouvrage et contribuer également à influencer l'orientation de la nouvelle C. G. T. U. Je ne sais pas ce qui a été fait. Je crois que la camarade Leiciague ne le sait pas non plus.

Nous espérons que les trois semaines oui...

(Interruption). — LEICIAQUE. — C'est le 4 ou le 22. SOUVARINE. — En tout cas, nous espérons que le

temps qui nous reste sera mis à profit. Mais au moment où je parle, je ne sais pas que rien ait été fait pour appliquer la fameuse résolution du Congrès de Marseille sur le travail des Communistes dans les syndicats.

Les réintégrations au C. D.

Passons à la question du conflit à l'intérieur du Parti.

Camarades, sur ce point, je n'étais pas d'accord avec l'ensemble de l'Exécutif, lorsque la question a été discutée ici, c'est-à-dire que si j'ai toujours été d'accord avec l'Exécutif sur le fond — et c'est l'essentiel — par contre je n'approuvais pas toujours les voies et moyens employés pour résoudre le conflit.

Il y avait d'abord le problème des réintégrations. Il s'agissait de faire rentrer dans le Comité Directeur quatre camarades qui avaient donné leur démission à la fin du Congrès de Marseille. Je suis de ceux qui trouvent absolument justifiée cette démission et qui pensaient que le retour de ces camarades dans le Comité Directeur ne résoudrait pas la crise.

Les événements m'ont donné raison. Et après ce qui s'est passé, je pense encore de la même manière. Voici pourquoi.

Ce qui compte dans un acte, ce n'est pas tant le fait lui-même que l'interprétation qui lui est couramment donnée.

Or, comment les réintégrations ont-elles été présentées au Parti français ?

Elles l'ont été de deux manières.

D'abord, par le rapport officiel présenté par Marcel Cachin. Et ensuite, par les protestations et les commentaires du *Journal du Peuple*.

Du rapport officiel de Marcel Cachin, il se dégage ceci : qu'au Comité Exécutif l'indignation est extrême contre les quatre démissionnaires, que ces quatre démissionnaires sont blâmés à jet continu et que contre ces quatre démissionnaires l'Exécutif a pris cette mesure terrible de les réintégrer dans le Comité Directeur !

Légende et réalité

Or, vous vous souvenez tous qu'à la Commission, cette question nous a préoccupés peut-être deux ou trois minutes, et que nous avons parlé plusieurs heures des autres questions. Mais d'après le rapport officiel présenté par Marcel Cachin, c'est tout le contraire qui a eu lieu.

Vous vous souvenez tous que toutes les critiques des camarades qui sont intervenus dans la discussion ont été dirigées contre la droite du Parti. Le rapport du camarade Trotsky en séance plénière n'est qu'une critique des principaux porte-paroles de cette droite. La résolution votée condamne les diverses manifestations de la droite, même quand elle croit faire illusion en s'appelant gauche. L'Exécutif est d'accord politiquement avec les quatre démissionnaires et est unanime à juger sévèrement la droite, à vouloir mettre un terme à ses agissements. Trotsky a résumé l'opinion générale, à la Commission, en disant dans une formule frappante : nous remplaçons les démissionnaires au Comité Directeur et nous chassons Fabre, nous rappelons à l'ordre ses collaborateurs et leur interdisons de poursuivre leur collaboration.

D'après Marcel Cachin, ce n'est pas ainsi que les choses se sont passées. Il s'appesantit et insiste sur le retour des démissionnaires au Comité Directeur, comme s'il s'agissait là d'un châtement exemplaire et glisse rapidement sur le reste.

Calomnies

Quant aux commentaires du *Journal du Peuple*, c'est naturellement pire. Tout le problème est présenté comme une nouvelle machination de Souvarine qui a trompé le Gouvernement des Soviets, qui a trompé Zinoviev et Trotsky, qui a trompé l'Exécutif, qui a trompé tout le monde et qui a assouvi, une fois de plus, la satisfaction d'on ne sait quels noirs intérêts par de nouvelles manœuvres.

Après une pareille campagne, il ne faut pas s'étonner qu'il y ait eu au Conseil National une forte frac-

tion contre les réintégrations. Le Conseil s'est partagé en deux. Près de la moitié du Parti s'est prononcée contre, sans qu'il y ait eu la moindre discussion avant le vote. De sorte qu'une résolution dont on attendait l'apaisement dans le Parti et l'ouverture d'une ère de fraternité, d'une ère de concorde, une résolution pareille a été votée sans le moindre commentaire, sans la moindre discussion pouvant dissiper la fausse interprétation donnée. Ainsi, il y a actuellement une énorme traction du Parti qui croit que l'Exécutif et le Comité Directeur se sont prêtés à des machinations qui ne sont pas dignes d'organisations révolutionnaires. Le malaise doit forcément se prolonger.

L'exclusion de Fabre

D'autre part, il y a la question de l'exclusion de Fabre qui avait été résolue ici.

Cette exclusion avait été décidée sur l'engagement formel que Marcel Cachin et Renoult avaient pris d'exercer toute leur influence morale pour que Fabre soit exclu du Parti, ajoutant que leur influence était certainement assez grande pour obtenir ce résultat.

Pour ma part, j'avais contesté d'une façon catégorique leur affirmation. J'étais convaincu, et je le suis encore, que dans le Parti français il est impossible d'exclure un membre comme Fabre, car le Parti ne comprendrait pas que d'autres membres comme Mérie, Verfeuil, Gouttenoire, qui ont fait les mêmes campagnes que Fabre, qui font la même politique, restent en dehors de toute répression morale de la part de la Direction du Parti. D'autre part, j'estimais que le Parti français est dans une attitude telle que l'exclusion d'un homme ne peut pas le guérir de son mal.

Ce qu'il faut au Parti français, c'est adopter un programme politique qui détermine, une fois pour toutes, quels sont ceux qui doivent rester dans le Parti et quels sont ceux qui ne peuvent pas y rester, étant donnée la différence des points de vue fondamentaux qui se heurtent actuellement dans le Parti.

En bien ! camarades, plus de deux mois se sont écoulés depuis les décisions de l'Exécutif élargi et les engagements de la délégation française, et bien que Marcel Cachin et Renoult aient déclaré qu'en 15 jours tout serait terminé, rien n'est fait.

On ne sait pas ce qui sera fait, personne ne peut dire avec certitude actuellement quelle sera l'issue du travail entrepris pour mettre en application ces déci-

sions de l'Exécutif. Par conséquent, je ne peux me prononcer. Mais je suis de ceux qui croient que le malaise dure encore, que le malentendu n'est pas dissipé, et que sous une forme ou sous une autre, le mal se manifesterait de nouveau.

Je crois que le Parti français traverse une crise morale, intellectuelle et que la crise matérielle provient de cette crise morale.

Je suis absolument opposé à l'opinion de ceux qui disent que c'est la question du front unique qui est la cause du fléchissement du recrutement du Parti.

Ceci est absolument faux. Est-il besoin de rappeler l'article de Frossard, intitulé : « *L'heure des difficultés* », et paru dans l'*Internationale* au début de septembre de l'année dernière ? Frossard annonçait déjà la crise de recrutement, qu'il avait constatée au milieu de l'année.

Interruption. — ZINOVIEV. — C'était bien avant le front unique !

SOUVARINE. — Bien avant le front unique. Avant même qu'on employât l'expression front unique.

Et plus de six mois plus tard, on nous dit : Attention, il y a une crise de recrutement, parce qu'on parle de front unique.

Eh bien ! non, je crois que le Parti français subit une crise morale sérieuse, et que sa crise d'effectifs, sa crise matérielle est la conséquence inévitable de cette crise morale.

Conclusion

Et j'estime que le Comité Exécutif doit exprimer avec plus de clarté qu'il ne l'a fait jusqu'à présent, son avis, et surtout qu'il doit demander au Parti français de se prononcer non pas sur la discipline, mais après une discussion qui permette de voir qui est d'accord et qui n'est pas d'accord avec l'Exécutif.

Il n'est pas possible que se prolonge cet état de choses ou constamment les chefs du Parti français disent : « Nous ne sommes pas d'accord avec l'Exécutif, mais nous nous inclinons, nous nous soumettons par discipline. » Cela ne peut qu'aggraver le malaise dans le Parti français.

Ma conclusion, la voici :

L'Exécutif doit formuler avec une grande clarté un commentaire de la politique du Parti français et soumettre ce commentaire à l'appréciation de tous les membres du Parti.

Un discours de Trotsky

(Séance du 8 Mai)

Le front unique. — Une déviation de Renaud Jean. — Le sabotage de l'action de l'Internationale. — Nécessité de la discipline. — La C. G. T. U. livrée aux anarchistes. — L'affaire des réintégrations. — Le silence de l'*Humanité*. — L'exclusion de Fabre. — Le travail à faire dans les syndicats. — Nécessité de prendre des mesures énergiques.

TROTSKY. — Camarades, j'ai l'impression que la situation du Parti français se complique toujours davantage dans la mauvaise voie.

J'étais beaucoup plus optimiste pendant le troisième Congrès, un peu moins optimiste pendant la séance plénière de l'Exécutif et, si vous me permettez l'expression, un peu pessimiste maintenant, étant donné la situation exposée par notre camarade Leicigague.

Les diverses tendances

Ce qui est très intéressant, c'est le mode de groupement dans le Parti. Nous voyons comme opposants les plus décisifs, comme défenseurs de la tactique la plus révolutionnaire, les camarades Renaud Jean et Victor Mérie, c'est-à-dire des éléments tendant vers l'opportunisme assez clairement. J'ai suivi avec intérêt les articles et les discours du camarade Renaud Jean, qui occupe maintenant dans le Parti une fonction très importante, et j'ai remarqué, j'ai même exprimé

cette opinion tout à fait déterminée dans le journal central du Parti, dans la *Pravda*, que Renaud Jean se trouve sur la voie dangereuse d'un opportunisme déclaré dans le sens de celui de nos socialistes révolutionnaires. Il fait la politique d'une nouvelle classe ouvrière, d'un nouveau prolétariat qu'il appelle « le prolétariat et les paysans ». Il dit qu'il ne s'agit pas de faire le front unique des ouvriers conduits par nous et par les autres, que la seule revendication qui vaille, c'est celle du prolétariat tout entier, c'est-à-dire des paysans et des ouvriers : l'antimilitarisme. Or, Renaud Jean fait une politique antimilitariste assez vulgaire, dans un sens équivoque ; il la conforme au cerveau paysan, et pour cela il charge tout à fait la doctrine marxiste, la notion de classe ouvrière, de prolétariat. Il nous oppose au front unique et au programme ouvrier de revendications immédiates un antimilitarisme tout à fait vulgaire, et c'est lui, n'est-ce pas, qui est l'accusateur le plus décisif de la tactique adoptée par la 3^e Internationale ?

Victor Méric, nous connaissons sa tendance, qui n'est pas la nôtre.

Or, voyons comment les tendances se groupent. Les éléments de droite, de tendance prononcée, sont contre le front unique, parce que ce n'est pas une tactique révolutionnaire.

Les éléments qui se sont montrés hésitants dans différents cas ne se sont pas prononcés aussi dans la situation actuelle et restent dans l'expectative.

Enfin, les éléments que nous connaissons comme les défenseurs des conceptions de l'Internationale, comme Lorient, comme Souvarine et Treint, comme Amédée Du-nois, sont partisans de la tactique du front unique.

C'est une situation singulière, qui donne la même impression qu'un corps renversé, tête en bas et jambes en l'air.

Les éléments opportunistes disent : « Nous n'acceptons pas. » Les éléments révolutionnaires disent : « Nous acceptons la tactique de l'Internationale. » Puis, quand la décision est votée après une discussion assez large, on ne trouve dans l'*Humanité* que des articles de tête d'un ton tout à fait hostile, dans un sens tout à fait opposé. C'est-à-dire qu'on blâme chaque jour l'Internationale Communiste et les Partis adhérents. Or, pour les partis adhérents à l'Internationale, ce n'est plus une question de théorie, c'est maintenant une question d'action.

Singulière discipline

J'aurais compris qu'on dise : « Nous avons chez nous des préjugés, des opinions obscures à ce sujet ; nous voulons ouvrir une tribune libre, en laissant ceux qui comprennent et qui partagent la tactique de l'Internationale la défendre, et en accordant une tribune libre, par exemple en troisième page, à ceux qui ont des doutes. » Mais on fait le contraire : on attaque l'Internationale Communiste dans les articles officiels du Parti et on ne laisse pas place aux défenseurs, ou bien on leur laisse une place assez insignifiante.

Qu'est-ce que la discipline ainsi comprise et mise en pratique ? Si c'est cela la discipline, qu'appellera-t-on indiscipline ?

Je n'ai consulté personne, mais, pour ma part, quand on me demande : « Que faut-il faire ? », je réponds : « Il faut inviter le Parti français à la discipline, et si le Parti ne s'y scumet pas, tous les partis communistes doivent le blâmer dans leurs journaux. »

On ne peut admettre, dans une question si importante, des choses équivoques. Nous sommes tout à fait engagés dans la voie du front unique, après des mois et des mois de discussions, et un parti des plus importants, dans son organe central, nous attaque, nous blâme, nous désavoue chaque jour. C'est une situation intolérable.

On nous donne comme argument : « Nous perdrons la C. G. T. U. si l'on s'engageait dans cette voie. » Mais, la C. G. T. U., vous l'avez déjà perdue par votre tactique équivoque, par votre tactique pusillanime — je dis le mot ouvertement — à l'égard des libertaires, des anarchistes. Votre attitude, toujours l'équivoque, toujours l'expectative, c'est une tactique qui n'a jamais donné de victoire, jamais, jamais, jamais.

Vous avez perdu la C. G. T. U., malgré que vos adversaires soient des éléments confusionnistes. Ceux-ci ne doivent leur succès qu'à notre Parti, car si, par leur mentalité, par leurs idées, ils n'étaient pas capables de l'emporter dans cette lutte contre nous, le Parti, grâce à son attitude, leur a donné la victoire.

Et à présent, on nous dit : « Nous ne pouvons pas avoir une attitude nette parce que nous perdrons la C. G. T. U. »

Vous l'avez perdue.

Situation aggravée

Est-ce que la situation était meilleure il y a quelques mois ? Oui. Maintenant elle est pire et plus tard elle sera pire encore. Et si vous restez dans l'expectative, c'est-à-dire si vous laissez faire librement les anarchisants, qui ont du moins le courage de dire leurs bêtises, vous laisserez un vide dans les cerveaux, dans la mentalité des ouvriers. Par une sorte de loi physique, la bêtise des anarchisants pénètre dans ce vide que vous laissez se créer, du fait de votre attitude d'expectative.

On nous parle d'action prématurée. Qu'est-ce que cela veut dire ? Prématurée pour la masse ouvrière, ou pour le Comité Directeur du Parti ? Pour qui ? On nous dit : « Il y a dans tel ou tel coin des ouvriers qui n'ont pas compris. » Mais, naturellement ! C'est une chose tout à fait compréhensible ! Alors, il faut leur expliquer. Mais si vous les intimidez par le danger d'une liaison organique avec les social-patriotes et les Longuetistes, naturellement l'action paraîtra toujours prématurée.

Les réintégrations

Parlons des réintégrations. La question a été présentée aussi d'une manière très équivoque.

J'ai eu l'impression d'une chose jouée, comme si l'on avait dit : Les autres là-bas nous ont imposé la réintégration ; alors il ne reste qu'à l'accepter, avec une démonstration hostile. Nous partagerons les voix. Nous leur donnerons à peu près la moitié plus un, et la moitié moins un votera contre. Il n'y a pas eu de discussion. On dirait qu'il y avait obligation de réintégrer. Il semblerait que le Parti ait voté sous la violence de l'Internationale.

Est-ce que l'*Humanité* a défendu avec acharnement le point de vue de la délégation française à l'Exécutif élargi et de l'Internationale ? Non.

Pourtant, nous avons tous entendu notre camarade Daniel Renoult. Il n'a pas dit : « Vos propositions sont nuisibles. » Le camarade Cachin ne l'a pas dit non plus. Ils ont dit : « Oui, c'est une base de réconciliation pour l'action commune, et elle est tellement raisonnable que nous prenons l'obligation, au nom du Comité Directeur, de réaliser ces propositions. » Voilà ce qu'ils ont dit. Alors, s'ils avaient voulu réussir, ils auraient, à leur arrivée, défendu avec énergie leur point de vue. Mais ils n'ont pas fait cela. Ils ont fait une politique qui n'est pas comprise des masses, parce que les masses ne savent rien. Ainsi, on construit un vote très équivoque et très nuisible pour l'autorité du Parti français comme pour celle de l'Internationale.

L'exclusion de Fabre

Avec Fabre.

J'ai lu dans l'*Humanité* le texte de la résolution, mais un peu changé ! Il y est dit : le journal de Fabre sera mis « hors du contrôle du Parti ». Or, j'ai demandé tout de suite, je ne sais plus à qui, je ne me souviens pas si c'est à Rosmer, à Souvarine ou à Sellier, ou à un camarade russe : Qu'est-ce que cela veut dire : « hors du contrôle du Parti » ? Il s'agit de chasser Fabre, de le chasser comme une canaille parce que c'est une canaille politique, telle est mon opinion, et non pas pour le mettre « hors du contrôle du Parti ». On a changé le texte de la résolution. Je demande aux camarades du Parti français, comme aux autres : Est-ce que l'Internationale a le droit de dire : nous voulons ou nous ne voulons pas collaborer avec un Fabre et ceux qui se solidarisent avec lui ? Maintenant, c'est dans un délai bien déterminé, et c'est l'Internationale qui doit exclure Fabre. Nous n'avons rien à faire avec cet agent de la bourgeoisie. Son journal, il existe seulement pour corrompre le Parti. Fabre est un « marchand de papier », comme l'a bien caractérisé Rappoport devant la Commission des Résolutions du Congrès de Marseille. C'est un marchand de papier, pas plus, mais un marchand de papier gâté par des articles venimeux.

Est-ce que l'*Humanité* a publié un article contre lui, pour le dénoncer à la masse, pour expliquer ce que c'est que Fabre ? Non, jamais. Parce qu'elle était très occupée à dénoncer l'opportunisme de la 3^e Internationale.

Le Parti et les Syndicats

Revenons à la C. G. T. U. Il ne s'agit pas de ne pas la perdre, il s'agit de la gagner, parce qu'elle est actuellement perdue pour vous.

Est-ce que vous faites la tactique de conquête de la C. G. T. U. ? Maintenant il s'agit de faire cette conquête, et, pour faire cela (je parle à titre personnel, parce que je n'ai encore consulté ni mon Parti, ni le camarade Zinoviev, ni l'Exécutif), il s'agit d'abord de ne pas laisser librement agir comme « briseurs de

communisme », comme anarchistes, des membres de notre Parti.

Comment pouvons-nous nous adresser aux ouvriers dans les syndicats si des membres en vue de notre Parti font une politique dirigée contre nous ? Or, on demande qu'il n'y ait plus de relations organiques entre les deux Internationales, c'est-à-dire d'échange de représentants. C'est une question qu'on peut discuter. Les communistes peuvent se dire entre eux : « Il y a encore beaucoup de préjugés dans certains cerveaux ouvriers, influencés par les anarchisants », etc... Faisons cette concession. Ces choses-là peuvent être dites dans notre milieu. Mais, en même temps, chassons, chassons immédiatement les faux communistes, parce que ce sont les ennemis de notre citadelle. Quelle raison avons-nous d'avoir des ennemis dans la garnison de notre citadelle ?

Je propose de discuter ces questions :

Un discours de Zinoviev

(Séance du 8 Mai)

Plus de précautions oratoires. — Où sont les Millerandistes. — Entre le pacifisme et l'anarchisme. — De l'eau au moulin de Scheidemann. — L'attitude de Daniel Renoult. — L'effacement du Parti français devant les anarchistes. — Les opportunistes dans la peau du lion de gauche. — L'exclusion de Fabre. — Pour la discipline.

ZINOVIEV. — Lors de la session de l'Exécutif élargi, le camarade Renoult a dit — ainsi que vous pourriez le lire au protocole — que nous présentons toujours pour commencer des compliments au Parti français et qu'ensuite nous prenons contre lui des décisions. Je dois déclarer que nous sommes obligés de mettre un terme à ces amabilités de forme. Le Parti Communiste Français fait tout le possible pour dresser l'Internationale Communiste contre lui et il nous oblige à la défendre contre lui. Lorsque des camarades tels que Renoult, Lafont et autres déclarent dans les journaux français qu'ils veulent sauver la classe ouvrière française de l'« Opportunisme » de l'Internationale Communiste, cela nous rappelle très nettement la campagne menée par Serrati au début de son évolution. Lui aussi a commencé à mettre en garde les ouvriers contre notre « opportunisme » et il est passé dans le camp de Turatti. Je crois qu'il m'est permis de faire cette supposition que s'il se produit des cas de participation ministérielle dans le sens millerandiste, cela concernera Renoult, Lafont et autres, plutôt que l'Internationale Communiste.

Mais de quoi s'agit-il ? Le Parti français oscille entre le pacifisme et l'anarchisme les plus vulgaires ; les vrais communistes y sont peu nombreux. Nous savons par la pratique de divers partis que l'anarchisme peut très bien se marier au pacifisme ; en France, nous avons cette combinaison de pacifisme et d'anarchisme. Un certain nombre de camarades actifs du Parti semblent saboter d'une façon tout à fait consciente la tactique de l'Internationale Communiste. Ils s'habillent en révolutionnaires pour mieux se découvrir ensuite véritables ministériels.

Le sabotage de l'action

Il nous faut intervenir à présent avec énergie. Depuis la session de l'Exécutif, chaque jour, les organes du Parti français ont discrédité l'Internationale Communiste ; ils ont déclaré s'incliner devant la volonté de la 3^e Internationale, mais ils font tout le contraire. Si cela continue, il nous faudra exiger du Parti Communiste Français que les organes de notre Parti en France exécutent la volonté de l'Internationale Communiste et non point celle de l'opportuniste Lafont. Cela doit être notre première exigence que les journaux qui paraissent au nom de l'Internationale Communiste exposent parfaitement les décisions de celle-ci.

Dans la question du front unique, Trotsky a raison lorsqu'il dit que ce n'est plus une discussion mais déjà une action. L'action désirée par nous pour le 20 avril a été sabotée par les social-démocrates allemands, mais elle a été également repoussée par notre

I. — Proposer à l'*Humanité*, au Parti, de cesser les attaques venimeuses contre la tactique adoptée par l'Internationale Communiste et ne pas ajourner sa décision définitive jusqu'au mois d'octobre ; de s'incliner devant l'Internationale, non en paroles, mais en fait, et dans l'action. Et les discussions, les transporter dans une tribune libre, dans le *Bulletin Communiste*, ou à la troisième page de l'*Humanité* ou de l'*Internationale*.

II. — Inviter l'*Humanité* à donner une interprétation authentique aux décisions de l'Internationale, aux engagements pris par la délégation du Parti français, en tant qu'engagements pris consciemment dans l'intérêt du Parti, et non pas imposés formellement. Il s'agit ici aussi des réintégrations.

III. — Expulser Fabre dans un certain délai, et bien court. Exclure tous ces « Communistes » qui continueront leurs attaques contre les principes, décisions et statuts de l'Internationale.

parti frère, le Parti français. Ainsi, le front unique n'a pas été seulement saboté par les Scheidemaniens. Ainsi, le Parti français apporte de l'eau au moulin de Scheidemann.

La Commission des Neuf, dit-on, serait un lien organique. Dans une lettre dont j'ai eu connaissance, le camarade Radek déclare que, le 7 mai, aucune séance de la Commission des Neuf n'a eu lieu à Dusseldorf. Friedrich Adler désire que la réunion soit fixée au 21 mai. — Les Internationales deux et deux et demie sabotent la Commission des Neuf. Et le Parti français ? Il demande que Frossard soit rappelé de la Commission des Neuf. Camarades, je vous le demande ! Sommes-nous une Internationale Communiste ou non ? C'est la première fois que nous sommes en présence d'une rupture de la discipline aussi nette dans l'Internationale Communiste.

L'attitude de Renoult

Dans l'action, on nous sabote à présent en France pas à pas. Si nous le supportions, alors l'Internationale Communiste serait perdue, et je crois qu'il est préférable de perdre une partie d'une section, si c'est nécessaire, plutôt que de laisser toute l'Internationale Communiste se dégrader. Dans le journal l'*Internationale*, dont le directeur est Renoult, vous pouvez lire des articles dans lesquels on se moque de l'Internationale Communiste, sur un ton que jamais Serrati ne s'est risqué à prendre. On a déjà affirmé ici que, bien qu'il ne soit pas membre du Parti, Monatte est mille fois plus fraternellement à nos côtés que Lafont ou Renoult, qui sont membres du Parti, mais qui oscillent entre l'anarchisme et le pacifisme.

Je crois, camarades, qu'il ne s'agit plus ici de prononcer de longs discours, mais d'agir. Considérez seulement les rapports entre la C. G. T. U. et le Parti. Le camarade Trotsky a dit avec raison qu'on ne peut pas perdre ce qu'on n'a pas. Le Parti français ne peut pas perdre la C. G. T. U. Voyez ce qui s'est passé lors de la fête du 1^{er} mai. Qu'a proclamé notre Parti ? Il a décidé de renoncer à la tactique du front unique et de se ranger à l'initiative de la C. G. T. U. Qu'est-ce que cela signifie ? Sommes-nous un parti ouvrier ou bien une association d'avocats et d'intellectuels, ainsi que Lafont l'a déclaré ? Celui-ci a dit : « Nous sommes des intellectuels ; les ouvriers sont à la C. G. T. U. » Si c'est vraiment le cas, alors il faut qu'on nous le dise.

La C. G. T. U., qui, pour l'instant, se trouve aux mains des anarchistes du pire calibre, prend l'initiative. En quoi consiste-t-elle ? Faire une démonstration pour la Russie Soviétique comme cela fut décidé à Ber-

lin ? Au contraire, la C. G. T. U. prend les décisions hostiles à la Russie Soviétiste. Et le Parti attend que Monatte entreprenne la lutte.

Nous avons attendu une année et demie ; attendre davantage est impossible. La configuration est bien claire. Les éléments opportunistes veulent à présent hurler comme des lions de gauche, ils disent qu'ils veulent sauver du front unique la classe ouvrière française. Nous connaissons bien ce mécanisme. D'ici deux mois, la peau de lion tombera et ils se présenteront à la classe ouvrière tels qu'ils sont : des adversaires du communisme révolutionnaire. Alors la classe ouvrière reconnaîtra qui appartient vraiment au communisme et ce que signifie le front unique.

Aujourd'hui, il nous faut prendre des décisions. La première des décisions que je vous propose est d'exclure M. Fabre. Je vous le propose sur la base de l'article de nos statuts, qui dit :

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a le droit d'exiger des partis affiliés l'exclusion des groupes et personnes qui violent la discipline internationale, ainsi que d'exclure de l'Internationale Communiste les partis qui enfreignent les décisions du Congrès mondial.

Donc, nous avons le droit d'exclure des partis entiers, et à plus forte raison des personnes. Si, à présent, le Parti français déclarait que son Congrès est le seul juge et non point l'Exécutif, par là il enfreindrait les statuts qui nous donnent ce droit. C'est ainsi que nous avons lutté contre les « Indépendants » et contre Serrati. Servons-nous aujourd'hui de ce droit. Nous sommes une organisation centraliste et non pas une organisation fédérative.

Demain, nous enverrons dans l'Internationale un radio annonçant qu'un individu tel que Fabre n'appartient pas à l'Internationale. De plus, il nous faut faire ce que nous fîmes avec Levi, au troisième Congrès ; nous avons déclaré que Levi est exclu et que tous ceux qui se solidarisent avec lui sont exclus automatiquement. Il faut répéter la même chose avec Fabre. Et de plus, nous devons exiger des garanties que l'Humanité et l'Internationale suivront vraiment la ligne de l'Internationale.

Seconde proposition : nous enverrons au Parti une lettre dans laquelle nous ferons une critique de cette affaire.

Je crois que cela suffit pour l'instant. En ce qui concerne Fabre, je propose de décider sur-le-champ. Pour le reste, nous pouvons en confier le soin à la Commission qui rapportera demain ou après-demain.

Par le front unique, nous gagnerons beaucoup, mais à une condition seulement : que la discipline communiste soit assurée. Lorsque d'une part Lian, en Norvège, et d'autre part Renoult, Lafont ou d'autres en France manquent à la discipline communiste, il en résulte un grand dommage pour l'Internationale Communiste. Si nous réalisons des gains pour l'Internationale, nous pouvons également éprouver des pertes numériques. Mais qu'importe, le succès communiste est au total assuré.

Voici la résolution relative à Fabre :

(Il lit le projet de résolution.)

Je vous prie d'accepter cette décision aujourd'hui et de renvoyer les autres à une commission qui présentera son rapport demain.

Une déclaration de Souvarine

(Séance du 9 Mai)

Le sens d'une contre-proposition. — Inefficacité de l'exclusion de Fabre. — Nécessité d'un programme politique pour le Parti français. — La campagne de diffamation en France. — Front unique et action syndicale. — Dénigrement systématique de l'Internationale et silence de la Direction du Parti. — Pour une explication nette entre le Parti et l'Internationale, devant la masse du Parti.

La limitation du temps de parole à deux minutes après la clôture des débats ne m'ayant pas permis d'exprimer entièrement mon point de vue, je complète ici mes explications.

Si j'ai opposé aux propositions des camarades Zinoviev et Trotsky une contre-proposition qui paraît être de temporisation, ce n'est pas (est-il besoin d'y insister ?) par sympathie pour le *Journal du Peuple* et son directeur et leur politique néfaste au mouvement ouvrier français.

De même, lors de la discussion sur la situation en France lors de la Conférence de l'Exécutif élargi, j'avais soutenu cette opinion que l'exclusion de Fabre ne se justifierait pas sans celle d'hommes plus responsables que lui de la crise dont souffre le Parti. Or, il n'était pas possible de parler de l'exclusion de tous ceux qui sabotent le travail communiste en France, à un moment où la confusion des idées était telle dans notre Parti français que la majorité semblait dévoyée.

La vraie solution

Ce qu'il faut au Parti français, c'est un programme politique, dont l'étude approfondie relèvera le niveau intellectuel et fortifiera la conscience communiste du Parti, et dont l'adoption doit exclure automatiquement les réfractaires. Tel est le point de vue que j'ai défendu déjà en plusieurs circonstances et que je préconise encore.

Lors de la Conférence de février, à la Commission des questions françaises, j'avais apporté un projet de résolution dont je me bornai à donner lecture, ayant appris que le camarade Trotsky avait pris l'initiative de rédiger lui-même une résolution. Les deux textes étaient d'ailleurs inspirés du même esprit et formulaient les mêmes critiques, les mêmes appréciations politiques. Mais l'un, celui de Trotsky, prenait acte

d'une déclaration des quatre délégués français qui avaient pris sur eux l'engagement d'honneur de faire prononcer l'exclusion de Fabre dans un délai de quinze jours, et accordait à cette déclaration une grande importance. Le second texte dont j'étais l'auteur, était muet sur l'exclusion de Fabre, mais donnait plus d'importance à la condamnation politique des tendances anti-communistes du Parti.

Les membres de la Commission des questions françaises se souviennent peut-être que je contestai l'assurance donnée solennellement par Cachin et Renoult quant à l'exclusion rapide de Fabre et à l'interdiction de collaborer à son journal. Je dis que ceux qui ont été complaisants à la démagogie et à l'opportunisme ont perdu l'autorité nécessaire pour prendre de telles sanctions. Je dis que Fabre ne pouvait être exclu rapidement qu'en vertu des pouvoirs que l'Exécutif tient des Statuts de l'Internationale. Je dis qu'à supposer même que l'exclusion fût prononcée par le Parti, celui-ci ne serait pas guéri de son mal. Je soutins cette opinion qu'il fallait au Parti un Congrès qui examinât la politique générale du Parti, passée et future, et qui renouvelât les organismes du Parti d'après la conclusion de ses débats.

Cette proposition a paru prématurée. L'Exécutif a fait confiance à la délégation des Quatre pour la réalisation des promesses faites en vue d'assainir le Parti et lui rendre la bonne orientation. Aujourd'hui, l'Exécutif regrette le long crédit accordé à la direction du Parti et se montre décidé à exiger de celle-ci des actes qui soient autant de garanties pour l'Internationale.

L'état d'esprit de l'Exécutif n'est que trop légitime. La délégation française n'a pas cru devoir défendre devant le Parti l'opinion qu'elle avait formulée à Moscou. Le Parti ignore encore l'appréciation flétrissante

exprimée par Cachin et Renoult à l'égard de Fabre et sur laquelle ceux-ci avaient fondé leur engagement. Le *Journal du Peuple* a pu se poser en victime de machinations et de calomnies sans que Cachin et Renoult osassent revendiquer publiquement leurs responsabilités.

Causes du malaise

Les réintégrations, dont Treint et moi-même n'étions pas partisans, nous ont été attribuées comme une louche manœuvre, sans que Cachin et Renoult rétablissent la vérité.

Au Conseil National, la question s'est présentée, selon le mot de Trotsky, « comme un mauvais coup » ; aucune discussion n'a accompagné le vote ; une très forte minorité s'est prononcée ainsi contre la proposition de l'Exécutif. Le Parti continue de tout ignorer de ce qui se passe à sa direction et entre sa direction et l'Exécutif.

La propagande contre le front unique n'a pas cessé dans les organes du Parti et n'a rien perdu de son acharnement. Tous les camarades de l'Exécutif qui ont pris la parole à ce sujet ont dénoncé la mauvaise foi inspirant cette campagne, les contre-vérités dont celle-ci est empoisonnée. Je n'y insiste donc pas.

Les rapports entre le Parti et les syndicats ont encore empiré. Après tous les commentaires qu'a suscités à l'Exécutif l'abstention du Parti devant l'hostilité manifestée par les dirigeants provisoires de la C. G. T. U. contre le pouvoir des Soviets, je n'ai rien à ajouter.

Mais le fait le plus grave, à mon avis, est l'ignorance où le Parti est tenu des véritables relations qui ont existé jusqu'à ce jour entre le Parti et l'Exécutif. Depuis le 3^e Congrès, ces relations ont été librement présentées par les ennemis du communisme sous le jour le plus défavorable sans que les dirigeants responsables du Parti jugent bon d'intervenir. Les résolutions prises en juillet dernier ont été présentées comme l'assouvissement d'on ne sait quelle vengeance personnelle du représentant du Parti à l'Exécutif. La direction du Parti n'a pas trouvé un mot à dire pour rétablir la vérité.

Carence de la Direction

L'Exécutif est constamment présenté comme un organe irresponsable dont l'opinion est à la merci de

racontars ou d'influences pernicieuses exercées pour des motifs inavouables. La direction du Parti laisse tout dire. Chaque fois que l'Exécutif est intervenu dans les questions intéressant directement le Parti français, ses interventions ont été présentées comme des « ukazes » et commentées dans le sens le plus péjoratif. La direction du Parti a gardé une attitude qui a pu être considérée comme une confirmation. Le rapport présenté par Marcel Cachin à son dernier retour de Moscou déforme la vérité d'une manière qui défie toute qualification. (Voir le *Bulletin Communiste* numéros 16-17 du 22 avril 1932.)

Là est la véritable source du mal qui atteint le Parti. Celui-ci, trompé constamment sur les véritables relations entre sa direction et l'Exécutif, est mal préparé à accueillir comme il le devrait les suggestions, propositions ou décisions de l'Exécutif. Grâce aux campagnes malveillantes qui ont formé l'opinion du Parti, tout ce qui vient maintenant de l'Exécutif est entaché de suspicion. Il est inutile désormais de rien proposer, de rien décider avant d'avoir fait disparaître cette source du mal. Il est inutile de décider l'exclusion de Fabre alors que l'état de choses scandaleux qui a permis à Fabre de rester jusqu'à ce jour dans le Parti subsiste.

Informons le Parti

Il faut que le Parti sache tout ce qui s'est passé depuis près d'un an entre le Comité Directeur et l'Exécutif. Il faut que celui-ci expose directement à l'attention des membres du Parti la vérité sur les efforts de persuasion qu'il a accomplis pour convaincre la direction et travailler en bon accord avec elle.

Quand le Parti sera informé, il se ressaisira aussitôt. Alors il sera inutile que l'Exécutif intervienne pour lui imposer des mesures qu'il sera capable de prendre de sa propre initiative. Les délégués du Parti français ne viendront plus à Moscou dans la posture où ils se sont présentés jusqu'à présent et l'Exécutif n'aura plus à les saisir de griefs irritants qui interdisent toute collaboration sérieuse et féconde.

C'est pourquoi je propose que l'Exécutif provoque, avant toute autre décision, une explication nette entre le Parti français et lui, qui permettra aux membres du Parti d'apprécier pleinement la situation et de déterminer leur attitude en parfaite connaissance de cause.

Boris SOUVARINE.

Lire dans nos prochains numéros :

Deuxième discours de Trotsky

(Séance du 19 mai)

L'Exclusion de Fabre. — Sa signification politique. — Des campagnes anti-communistes. — La besogne de Verjeuil. — Souvarine, phénomène apocalyptique. — Les engagements de Cachin et Renoult. — Un mot de Renoult : « Il faut que l'abcès crève ! » — Les tendances dans le Parti français. — L'absence de Rappoport. — Pour le bloc du centre avec la gauche. — Ce qui rend inévitable la lutte des fractions. — Syndicats et Parti. — La politique d'abdication de Renoult. — La tradition de Jaurès. — Le front unique et la campagne de Renoult. — La Fédération de la Seine et son Secrétaire. — Un singulier rapport « Moral ». — L'organisation de l'amour. — Une excellente résolution de la gauche. — Verjeuil et les dissidents. — Le mandarinisme de Méric. — Intolérable campagne de calomnie contre l'Internationale. — Le salut du Parti.

Deuxième discours de Souvarine

(Séance du 19 mai)

Le leit-motif de Trotsky. — La base d'un accord du centre avec la gauche. — Le pessimisme de Sellier. — Un Parti sain, une direction malade. — Eloge posthume du Comité de la 3^e Internationale. — Contre les bavards, les plaisantins et les démagogues. — Accord constant du centre avec la droite. — La gauche, véritable tendance communiste.

Troisième discours de Trotsky

(Séance du 19 mai)

Expliquer est bien, changer est mieux. — Le fatalisme de Sellier. — Encore le rapport « moral » de Poch. — Hypocrisie de la courtoisie. — Méchanceté des prédicateurs d'amour. — L'Internationale d'accord avec la gauche. — Complaisance du centre pour la droite. — L'école syndicaliste en France. — Fautes gouvernementales et fautes de Parti. — Une image de Rappoport. — Arguments militaires et arguments marxistes. — Les bons exemples.

Troisième discours de Souvarine

(Séance du 8 juin)

Ce que le Parti a fait depuis Tours et ce qu'il n'a pas fait. — Comment nos engagements ont-ils été tenus ? — Survivances du passé. — Les mots du Parti : l'indiscipline, le nationalisme, le fédéralisme, la démagogie irresponsable, les éléments louches. — A quand l'organisation de combat ? — Tenir les engagements de Tours. — Assez de politique d'équilibre. — Un programme politique et des statuts conformes. — Le bloc du centre avec la gauche. — Un nouveau Congrès de Tours.

Quatrième discours de Trotsky

(Séance du 8 juin)

Un conflit entre le Parti français et l'Internationale. — Les responsables. — Encore l'exclusion de Fabre. — La mouche et les éléphants de Rappoport. — Le travail de Verjeuil. — Rappoport et le centre. — Les paysans

et la Révolution prolétarienne. — La doctrine du Parti S. R. dans le Parti français. — Les informations de l'Internationale. — Toujours des calomnies contre l'Exécutif. — La carence de l'Humanité. — Les leçons de Verfeuil. — Le front unique en France. — Le rôle politique des dissidents. — Les ouvriers français trompés. — Renoult et la discipline. — Une résolution de la Fédération de la Seine. — Une organisation bizarre. — République Fédérative et centralisme démocratique. — Le soi-disant néo-réformisme et le verbalisme révolutionnaire. — Un remarquable article de Treint. — Eloquents enseignements de la Révolution russe. — Les communistes dans les syndicats. — La tradition jaurressiste et nous. — Le Congrès de Saint-Etienne. — Bloc des gauches et bloc ouvrier. — Front unique et gouvernement prolétarien. — Pour le redressement du

Parti français. — Les conditions de la disparition des fractions. — Pour liquider la crise.

Cinquième discours de Trotsky

(Séance du 10 juin)¹⁾

Assez expliqué la situation : il est temps de la changer. — Le passé historique du prolétariat français. — Où sont les pessimistes ? — Les paysans et le Parti ouvrier. — L'erreur démocratique de Renaud Jean. — Le manque d'hommes. — La mission des ouvriers. — Une violente sortie de Cartier. — La discipline communiste dans les syndicats. — L'opinion de la masse et celle des bureaucrates. — La Fédération de la Seine. — Extrême-gauche et extrême-droite. — Des décisions, une application.

Le Parti Français modifiera-t-il son opinion sur le Front Unique ?

Le Parti français appliquera-t-il le front unique par discipline ou par conviction ?

Il est très probable que le 4^e Congrès mondial confirmera la tactique du front unique adoptée par l'Exécutif élargi de février et pratiquée ou admise par la presque unanimité des sections de l'Internationale. Le Parti français doit donc envisager sérieusement ses modes d'application en France.

On lui a reproché, avec raison, de ne l'avoir pas fait déjà après l'Exécutif élargi de février et d'avoir, par son indiscipline dans l'action internationale, non seulement nui à d'autres sections, mais surtout à l'autorité morale de l'Internationale Communiste elle-même. Il est certain que si chaque section agit à sa guise au moment où l'Internationale entreprend une action, on peut la liquider, elle ne différerait plus de la deuxième qu'en paroles.

Mais la question se pose : le Parti français appliquera-t-il cette tactique par discipline internationale seulement, ou bien, mieux informé, l'adoptera-t-il comme un fruit de son expérience et une nécessité pour la lutte ?

Jusqu'ici, une grande confusion a régné dans les esprits, parce que la discussion sur le front unique a été purement théorique. Tandis que, dans leur grande majorité, les autres sections de l'Internationale s'appuyaient sur leur expérience de la lutte ouvrière et en particulier des batailles syndicales pour déterminer leur attitude, le Parti français, trop peu lié et mêlé au mouvement syndical, engageait la discussion sur le seul terrain des idées. Unité organique ! Bloc des gauches ! Désarmement révolutionnaire ! Unité de front avec Briand ! Tout autant d'interprétations fantaisistes et absurdes du front unique qui eussent fait rire ailleurs qu'en France, et qui ont donné aux autres sections de l'Internationale l'impression que les journalistes du Parti français se moquaient de l'Internationale, mais fantaisies qui ont jeté beaucoup de confusion dans les esprits.

Très heureusement, la situation change, la dis-

cussion paraît dominée davantage par les expériences de la lutte ouvrière.

Bien que la crise économique se fasse sentir en France, moins durement qu'ailleurs l'offensive patronale contre les salaires et la journée de huit heures se précise et oblige la classe ouvrière à engager la bataille ; l'impôt inique sur les salaires provoque partout sa résistance. Les grèves et les lock-outs se multiplient ; c'est, tour à tour, le Nord, Le Vimeu, Le Havre, Audincourt... Chaque jour, la presse ouvrière nous apporte les échecs d'une nouvelle bataille engagée. La lutte se précise partout la même : défense des salaires et de la Journée de 8 heures ; Contre l'Impôt inique ! Mais dans quelles conditions s'engage-t-elle ? Le patronat et l'Etat sont solidaires et unis contre les prolétaires, qui n'ont à opposer aux forces coalisées de l'argent, du pouvoir et de la presse, que la force du nombre et de la solidarité. Mais divisées, dispersées — les uns dans la C. G. T., les autres dans la C. G. T. U., d'autres encore dans les syndicats chrétiens, la grande masse inorganisée — c'est pour eux la défaite s'ils ne font pas bloc, le bloc prolétarien contre le bloc bourgeois.

La criminelle politique des réformistes de la C. G. T. a provoqué la division syndicale, trop légèrement acceptée par les anarcho-syndicalistes désireux de former une C. G. T. d'affinité, et le danger, qui n'est malheureusement pas imaginaire, c'est de voir s'engager la lutte non entre ouvriers et patrons, classe contre classe, mais entre ouvriers unitaires et ouvriers cégétistes, entre les cartes rouges et les cartes orange, entre prolétaires, au profit du patronat et de l'Etat bourgeois.

« Pour vaincre, il faut l'unité de front prolétarien. » Cette vérité fait son chemin, malgré l'opposition théorique du Parti dans les milieux de la C. G. T. U. et plus encore parmi les masses ouvrières menacées. La tactique du front unique, en France comme ailleurs, jaillit de l'expérience et de la lutte quotidienne du prolétariat.

La page de « Vie sociale et économique » de

l'Humanité nous apporte deux fois par semaine les échos de cette modification de la pensée des militants au contact de la lutte sociale. Le jeudi 20 juillet, c'est Monatte qui, à propos de l'Orphelinat des cheminots, écrit : « Vous avez réalisé le front unique, leur ai-je dit au cours du déjeuner. Ce que vous avez eu la sagesse de faire en faveur de vos orphelins, vous aurez la sagesse de le refaire contre les Compagnies. N'en souffriront que ceux qui n'ont pas à cœur par-dessus tout l'intérêt de leur corporation ».

Dans le même numéro, c'est la résolution des typos majoritaires de Laon, réclamant, entre autres, « qu'un syndiqué carte rouge arrivant avec sa carte en règle dans une section carte orange, avec le désir d'y œuvrer contre l'exploitation patronale, y soit accueilli comme s'il était porteur de cette dernière ».

Dans le numéro du 24 juillet, c'est un long et fort intéressant article de Lauridan, le secrétaire de l'U. D. du Nord, qui est un éloquent témoignage en faveur du front unique : pas de théorie, mais une tranche de vie et de lutte des travailleurs unitaires du Nord.

C'est éclairée par ces expériences du prolétariat français que la tactique du front unique deviendra compréhensible aux camarades du Parti. Un à un, les arguments sérieux contre le front unique tombent. Hier, les élections cantonales détruisaient l'argument tiré de l'influence soi-disant nulle des dissidents sur la classe ouvrière. Elles prouvaient leur influence encore sérieuse dans certains départements ouvriers comme le Nord, le Pas-de-Calais, etc. Aujourd'hui s'effrite l'objection capitale que la C.G.T.U. est irréductiblement opposée au front unique et que le Parti doit choisir entre elle et le front unique avec les dissidents. Saint-Etienne a consacré l'écrasante défaite des scissionnistes, de ceux qui œuvraient pour une C.G.T. anarchiste et non pour une C.G.T. unitaire.

Plus elle sera fidèle à son programme unitaire, plus elle prendra part aux luttes ouvrières, plus aussi la C.G.T.U. pratiquera le front unique.

Ainsi, les deux principaux arguments invoqués par le Parti Communiste tombent, et au contact de l'expérience un courant grandit dans la classe ouvrière sympathique au front unique.

Est-il impossible que le Parti se convainque de l'utilité et de la nécessité du front unique ? Je ne le crois pas.

J'entends l'objection : « L'unité de front sur le terrain syndical, fort bien ! Nous sommes même partisans de l'unité organique sur le terrain syndical. Mais ce que la C.G.T.U. doit faire, le Parti ne peut le réaliser sur le terrain politique ! » Et l'on évoque tout de suite le danger du Bloc des gauches pour les prochaines élections législatives.

Il s'agit de savoir si le Parti français restera un parti purement électoral, abandonnant comme avant Tours la lutte économique aux syndicats. Si l'action électorale demeure sa principale activité, je comprends que le front unique lui soit étranger. Ce n'est pas une tactique électorale, c'est, avant tout, une tactique de lutte de classe révolutionnaire. Mais en présence de l'offensive

patronale contre les salaires et les huit heures, devant l'impôt sur les salaires, le sabotage de l'amnistie, la réaction grandissante et les dangers de guerre, le Comité Directeur restera-t-il un témoin passif, se bornera-t-il à son action quotidienne de presse et de propagande ? Ce serait la faillite du Parti. En face des graves problèmes posés, le Parti doit appeler la classe ouvrière à l'action de plus en plus énergique. Avant les prochaines élections législatives, il aura de durs combats à soutenir. S'il sait adapter la tactique du front unique à cette situation, dresser toute la classe ouvrière contre le capitalisme et la guider dans la lutte, il n'aura pas à craindre le Bloc des gauches, parce que son action de lutte de classe aura tué dans le prolétariat toute velléité de collaboration de classe aux élections.

C'est la pratique intelligente du front unique qui peut sauver le Parti et le prolétariat du danger du Bloc des gauches.

J. HUMBERT-DROZ.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISSANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser la correspondance à

René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS

CE QU'IL FAUT LIRE

Tout communiste sérieux doit lire le
**Compte rendu de la Conférence
 de l'Exécutif élargi
 de l'Internationale Communiste**

que vient de publier la *Librairie de l'« Humanité »* dans la collection de la *Bibliothèque Communiste*.

Prix, 5 francs. Réduction est accordée aux membres du Parti sur présentation de leur carte.

Les classes moyennes dans la Révolution russe

(Suite et Fin)

XII. — Valeur morale et renouvellement des classes moyennes

A peine la nouvelle politique économique avait-elle été initiée que se rouvraient des cafés, des pâtisseries, des épiceries, des magasins de toute espèce. Peu à peu, au fur et à mesure que l'on se convainquit de la stabilité du nouvel état de choses, des articles variés sortaient de sûres cachettes et apparaissaient dans les vitrines. Le gouvernement des Soviets, n'entretenant aucune illusion sur la qualité des nouveaux commerçants, leur faisait payer à un taux élevé patentes et autorisations d'ouvrir boutique. On avait de quoi payer, on payait. Les beaux vêtements reparurent, assez nombreux, dès l'été dernier.

Constatons-le. Les classes moyennes auxquelles la révolution ouvrière a dû consentir des concessions, avaient su, en dépit de toutes les répressions, piller la République des Soviets, s'enrichir parfois, à la faveur de la guerre civile, de ses dépouilles opimes, survivre à la terreur, s'adapter, tenir bon en toutes circonstances ; et, ce qui achève de faire ressortir leur valeur morale — importante du point de vue du progrès social — la sécurité revenue, elles ont trouvé tout naturel de se remettre à bien manger, bien boire, bien se vêtir, bien se divertir, bien faire des affaires, au su et au vu de tous, avec l'insolence propre aux nouveaux riches, dans un pays martyr, saignant encore de ses blessures de guerre civile, où meurent de faim quinze millions de paysans et cinq millions d'enfants...

Les classes moyennes dont le bien-être insolent — quoique relatif — s'était souvent aujourd'hui en Russie rouge, ne sont pas, il est vrai, les mêmes que celles de 1917-18. Un certain renouvellement s'est opéré en elles. Mais on ne peut douter que, dans l'ensemble, celles d'aujourd'hui soient intimement parentes des anciennes. D'anciens commerçants, en grand nombre, se réinstallent. La plupart des intellectuels, techniciens, avocats, écrivains, etc., sont réinstallés déjà, dans d'assez bonnes conditions. Les moins intéressés — et il faut dire en passant qu'il y a parmi eux bon nombre d'hommes sincèrement dévoués à l'ordre nouveau naissant — travaillent avec l'État des Soviets. Les autres espèrent s'enrichir dans les entreprises privées. Il y a aussi les « nouveaux riches », petits profiteurs de la grande tourmente. Que sont-ils au point de vue de classe ? D'origine et d'esprit : paysans, boutiquiers, commis, une proportion infime d'anciens ouvriers.

XIII. — Rôle complexe des paysans moyens

Tout ce qui précède concerne surtout les classes moyennes de la ville. Quel a été le rôle de celle des campagnes et quel est-il aujourd'hui ?

Remarquons d'abord que les paysans ont à plusieurs reprises sauvé la révolution. Car ce sont eux qui, en grande majorité, constituent l'armée rouge. Et ce sont eux aussi, qui par leurs continuelles insurrections, par leur guerre de partisans, en

Sibérie, en Ukraine, au Kouban, ont déterminé la chute des gouvernements blancs, de Koltchak et de Denikine. Tel a été le résultat final, naturellement conforme à leurs intérêts de classe, des continuelles oscillations de la masse paysanne, tour à tour portée dans ses sens opposés.

D'une façon générale, les paysans, parmi lesquels les gros et les moyens dominèrent au début, firent dans les campagnes leur profonde, leur invincible révolution d'octobre. Mais la terre conquise, ils furent hostiles à la ville ouvrière socialiste qui, devenue un camp retranché, leur demandait sans cesse du pain et ne les payait pas ; qui, ensuite leur demanda des soldats. Alors, travaillés par le clergé, par les socialistes-révolutionnaires et même par les anarchistes, en Sibérie, sur la Volga, dans l'Oural, en Ukraine, partout excepté au centre de la Grande Russie, les paysans se soulevèrent par districts, régions et parfois par provinces entières contre les commissaires. Le martyrologe des « Commissions de ravitaillement », envoyées chercher du blé dans les campagnes, serait long à esquisser. Seulement, il arriva chaque fois que les paysans insurgés eurent à choisir entre les blancs et les rouges, qu'ils optèrent, expérience faite ou non, pour les rouges.

Après trois années de soulèvements incessants et impuissants, après avoir dû subir et repousser plusieurs effroyables invasions blanches, les paysans moyens auxquels d'ailleurs la nouvelle politique économique accorde de grandes satisfactions, ont déposé les armes : la preuve en est dans la pacification lente, mais, semble-t-il, véritable de l'Ukraine et de la Sibérie. Au demeurant, ils sortent vainqueurs de la guerre civile ; ils ont la terre et la libre disposition de ses produits.

Aux environs des grandes villes et surtout des capitales, leur victoire est plus complète, aussi économique. Ils ont, pendant des années, drainé toutes les richesses de la ville. Où sont les centaines de milliards-papier émis depuis 1917 ? C'est une chose remarquable que les émissions différentes se sont succédées sans que l'on voie jamais revenir dans la circulation les billets émis six mois auparavant. Ces milliards échangés pour des produits de la terre, dorment dans les coffres des paysans voisins de la ville, qui possèdent souvent des kilos, voire des pouds de papier-monnaie. Les meubles, les bijoux, les rideaux, les vêtements, tout ce qu'on peut emporter d'une ville a suivi le même chemin. Au cours des dernières années, le paysan malin a appris à échanger son papier et ses œufs pour des objets d'une réelle et durable valeur : or, argent, objets d'art.

Mais la difficulté des communications n'a permis qu'à une minorité de paysans de s'enrichir de la sorte. L'immense majorité, dans les provinces, n'a gagné à la révolution que la possession de la terre — et la liberté, la possibilité d'un libre développement ultérieur.

Dans les provinces où la guerre civile a sévi, comme dans celles où la sécheresse a complété

l'œuvre des blancs et des insurrections rurales, la classe moyenne entière est ruinée, et a subi, en hommes, des pertes effrayantes.

Je ne fais qu'indiquer, pour compléter cet essai, ce rôle complexe des classes moyennes de la campagne dans la révolution.

XIV. — La nouvelle politique économique est un aspect nouveau de la lutte de classes

Les chefs de la révolution russe ont, depuis le premier jour, compris leur nouvelle politique économique comme une longue lutte avec la petite bourgeoisie. En juillet 1921, Boukharine, dans une conférence aux délégués du III^e Congrès de l'I.C., publiée par *Moscou*, la définissait schématiquement, à peu près de cette façon : une lutte économique prolongée entre la petite bourgeoisie bénéficiant d'une assez large liberté d'initiative, dans le commerce et l'industrie, et l'Etat communiste en possession des grandes usines, des mines importantes, des transports, des ressources du commerce extérieur. Les masses paysannes, dans cette lutte doivent avoir tout avantage à appuyer l'Etat, dont les transports, les coopératives et les produits de la grande industrie feraient rayonner l'influence dans les campagnes. Depuis, Boukharine est revenu sur ce sujet. Dans un remarquable petit article sur les types d'entreprises existant en Russie rouge (entreprises de l'Etat, mixtes, privées, concessions plus ou moins indépendantes), l'auteur de l'*A.B.C. du Communisme* a mis en relief ce fait : que la lutte des classes recommence en Russie entre entreprises différentes (celles de l'Etat communiste et celle des particuliers) et entre participants des entreprises mixtes (le capitaliste étranger, par exemple, et l'Etat communiste). Au XI^e Congrès du Parti Communiste de Russie, Lénine a résumé la situation en termes impressionnants et indiqué l'immense danger qui menace la révolution. Dans la lutte des classes, la révolution compte en Russie : 1^o sur un pouvoir politique fermement établi ; 2^o sur l'industrie nationalisée. Mais il faut que les communistes sachent diriger l'un et gérer l'autre. Il faut qu'ils dirigent réellement cette formidable machine : l'Etat des Soviets. Et si la petite-bourgeoisie y pénètre, comme nous l'avons vu, s'y installe ? « Par moments, disait Lénine, la machine que nous croyons diriger va où nous ne voudrions pas qu'elle aille ; et nous avons la sensation que c'est quelqu'un de déshonnéte, quelqu'un de sournois et de faux qui la conduit en secret ». Là est le danger, en effet. Selon son habitude, Lénine l'a révélé sans ménagements. Plus loin, dans le même discours, commentant les écrits d'un professeur Oustrialov, cadet militant, en voie de ralliement aux Soviets parce que commençant à compter, ainsi que nombre de ses amis, sur « une évolution du bolchévisme » (évolution qui en serait la négation et la dégénérescence), Lénine répondait : « Evolution, non. Tactique, oui ». Et ajoutait : « C'est entre ces gens-là et nous, une guerre à mort ».

Voilà le mot définitif, voilà la dure réalité. La nouvelle politique économique a marqué, en Russie rouge, le recommencement de la lutte des classes entre la petite-bourgeoisie et le prolétariat révolutionnaire. Revêtant les formes de la concurrence économique, de la pénétration du régime des Soviets par l'ennemie de classe, de la résistance normale et matérielle à cette pénétration, du monopole du pouvoir politique entre les mains du Parti Communiste, cette lutte reste une lutte à mort.

XV. — Formes actuelles de la lutte entre l'Etat communiste et les classes moyennes

Jetons un coup d'œil sur ses aspects.

Constatons d'abord qu'il n'y a pas en Russie et qu'il ne peut y avoir en ce moment de bourgeoisie véritable, pour plusieurs raisons définitives, qui sont : 1^o Les obstacles apportés à l'acquisition par des particuliers des moyens de production ; 2^o les restrictions de l'héritage ; 3^o le contrôle de l'Etat sur toute la production. La formation de grandes fortunes privées, dans ces conditions, paraît impossible. Venues de l'étranger, elles peuvent s'employer à des conditions avantageuses et exercer une influence notable mais subordonnée au cours des événements politiques en Europe. Le financier anglais possesseur du tiers des actions d'une entreprise russe dont l'Etat communiste posséderait les deux tiers restant des actions, s'il récolte des dividendes intéressants ne pourra les placer en Russie que... de même, c'est-à-dire qu'il se retrouvera toujours en présence de l'Etat prolétarien et sera toujours le plus faible, à moins que la réaction ne triomphe dans le monde.

Nous en revenons donc, une fois de plus, à cette constatation ; que l'ennemi de classe le plus tenace, le plus dangereux du prolétariat, c'est la petite-bourgeoisie. C'est avec elle surtout que la révolution russe est aux prises. Comment ? Cette lutte a deux catégories d'aspects : l'une normale que nous qualifierons volontiers de *saine*, prévue, admise par le gouvernement des Soviets : la concurrence du petit producteur à l'Etat ; l'autre, *malsaine*, parce qu'elle vicie tous les rapports sociaux et suscite sans cesse de nouveaux obstacles au relèvement économique du pays : les abus.

Pour l'instant, la lutte malsaine semble quelquefois la plus importante : à en juger du moins par le rapport du Conseil Economique Supérieur sur les concessions accordées en 1921. Le concessionnaire petit-bourgeois, au lieu de se préoccuper de produire, ne songe trop souvent qu'à piller. Il ne prend en concession qu'un établissement qui contient encore des stocks cachés ou de l'outillage neuf (ce dont il est informé par un « spécialiste » de ses amis, collaborateur des administrations soviétistes), vendables. Il s'engage à payer à l'Etat un pourcentage élevé sur une production à laquelle il ne compte nullement se livrer. Les stocks cachés épuisés, l'outillage vendu ou volé pièce à pièce, il déclare ne pouvoir tenir ses engagements et restitue l'entreprise à l'Etat, avec d'ailleurs un inventaire complet en apparence. (Voir sur ce sujet dans le N^o 104 de la *Pravda* de 1922, un article-feuilleton documentaire.) Des milliers de combinaisons, toutes véreuses, frauduleuses, malpropres, toutes témoignant chez le petit-bourgeois d'une mentalité d'homme de proie prêt à tout, sont connues. Et les tribunaux révolutionnaires continuent à juger, chaque semaine, des fonctionnaires des administrations soviétistes — toujours la « pénétration pacifique » des classes moyennes — accusés d'avoir perçu des pots-de-vin et que l'on fusille de temps à autre.

Dans le domaine du travail, le petit-patron se montre dur et déloyal. A Smolensk, à Moscou, à Pétrograd, des « procès des exploités » ont révélé comment il entend la restauration du salariat, et ont montré aussi, pour la première fois sans doute dans l'histoire, que la justice, arme d'une classe, peut être celle des non-possédants contre les possédants, si les premiers détiennent le pouvoir politique.

Ainsi : lutte de tous les jours dans tous les do-

maines de la vie sociale. Lutte âpre, sans jamais de trêve, dont l'enjeu est la libération du prolétariat et la fondation de la société nouvelle.

Quels facteurs en détermineront l'issue ? Le facteur international est de beaucoup le plus important. La révolution russe peut tenir longtemps encore. Elle est assez forte pour ne plus craindre la violence de ses ennemis. Le tout est de savoir si le prolétariat de quelques grands pays d'Europe secouera le joug du salariat avant que l'héroïque Russie rouge n'ait succombé — à la longue — sous la pression simultanée de l'univers capitaliste à l'extérieur, et des classes moyennes foncièrement anti-socialistes à l'intérieur.

XVI. — Conclusions générales

L'expérience de la révolution russe n'a pas encore, que je sache, été examinée sous l'angle d'une différenciation précise des classes. On se borne à la considérer d'habitude comme une guerre sociale entre le prolétariat et la bourgeoisie. C'est un peu simpliste. Dans cet essai, dont je ne me dissimule nullement les insuffisances, je n'ai voulu que donner aux camarades une idée d'ensemble d'un problème extrêmement important de la lutte des classes.

Car les classes moyennes n'ont pas, dans la société contemporaine, le rôle révolutionnaire de la bourgeoisie d'avant-hier et de la grande bourgeoisie d'hier. Celles-ci ont créé une industrie formidable, sillonné les continents de voies ferrées, les mers de paquebots, les airs d'ondes hertziennes et maintenant d'avions postaux. Tôt ou tard, les travailleurs recueilleront ce grandiose patrimoine d'acquisitions techniques. Mais les classes moyennes, paysans cossus, fonctionnaires rétrogrades, boutiquiers, avocats, notaires, journalistes, qu'inventent-elles, que créent-elles ? Leur incurable médiocrité ajoute sa force d'inertie à la volonté conservatrice d'une grande industrie et d'une haute finance autrement intelligentes. Si la France capitaliste est aujourd'hui, suivant le mot de l'*Action Française*, « à la tête de la réaction » dans le monde, c'est qu'elle est une nation de petits rentiers. Si la révolution prolétarienne a pu être réprimée en Allemagne par un Noske, c'est que la social-démocratie allemande était devenue un Parti de classes moyennes. Les gardes blanches de Mannerheim, en Finlande, se sont recrutées dans la petite-bourgeoisie.

On vient de voir comment elle a combattu en Russie. Or, dans les pays d'Occident, elle est beaucoup plus nombreuse, plus consciente, plus instruite, plus armée qu'elle ne l'était en Russie. Le fascisme, la formation des *Technische Hilfe* et des *Ligues Civiques*, attestent chez elle la volonté bien arrêtée de prendre, le cas échéant, l'initiative dans la guerre civile. Enfin, l'esprit petit-bourgeois pénètre assez profondément certains milieux ouvriers : le pacifisme, le réformisme, le goût du bonheur médiocre, le fonctionnarisme, l'arrivisme, maladies graves du mouvement ouvrier international nous en fournissent la preuve.

On peut ainsi s'attendre, dans les grands pays d'Occident à une résistance acharnée des classes moyennes à la révolution. Fort heureusement, dans les pays vaincus de l'Europe centrale — Allemagne, Autriche — un nouveau facteur intervient : la prolétarianisation de la petite-bourgeoisie. Fonctionnaires et gens de professions libérales, paysans accablés d'impôts, s'appauvrissent, vivent de plus en plus mal, viennent grossir le nombre des prolétaires. Peut-être cette évolution pré-révo-

lutionnaire se généralisera-t-elle en d'autres pays. Elle a pour conséquence immédiate de diminuer sensiblement les forces de la contre-révolution.

XVII. — Quelques conclusions pratiques

De ce vaste ensemble de faits, il me semble que quelques conclusions pratiques se dégagent, dont les militants révolutionnaires peuvent faire leur profit.

L'Internationale Communiste a déjà, dès son II^e Congrès, examiné la question agraire et proclamé la nécessité de neutraliser les masses rurales, voire de conquérir par d'importantes concessions leur sympathie à la révolution.

D'autre part, il faudrait, dans la plus large mesure, arracher à la bourgeoisie et à la petite-bourgeoisie, les techniciens.

Il semble que ce ne soit pas impossible. N'y a-t-il pas parmi eux comme parmi les jeunes gens des écoles et parmi toutes les catégories d'intellectuels, un grand nombre d'hommes que la guerre a fait réfléchir, que les conséquences de la guerre révoltent, dont l'esprit positif pourrait s'éprendre à la fois de la grandeur de notre idéal et du caractère rationnel, scientifique, pratique, audacieux de la pensée communiste ?

Leur concours acquis au prolétariat pourrait abrégé la guerre civile, voire rendre sa prolongation complètement impossible, assurer dans une mesure beaucoup plus grande qu'en Russie la continuité de la production, rendre vaines les résistances des ploutocrates expropriés, éviter ainsi qu'il ne faille les briser par la terreur... Mais ne nous attardons pas à évoquer des possibilités aussi radieuses. La sévère réalité nous a enseigné à toujours prévoir le pire, pour le vaincre. La révolution, en tout cas, a besoin, dès la première heure, du concours des techniciens ; et le moment est venu pour les techniciens de comprendre que la société basée sur l'expropriation, la concurrence et la guerre, la société dont leur travail a fait, avec celui des prolétaires, toute la grandeur, se suicide et que tout ce qui peut aller avec la vie doit tourner ses regards vers un ordre nouveau.

Avec le concours des techniciens rouges, ne faudrait-il pas aussi que les organisations ouvrières s'attachassent à former des militants capables de devenir eux-mêmes des techniciens et des organisateurs ?

Dans cet ordre d'idées, il y aurait lieu d'étudier à fond, sur l'expérience russe, les multiples problèmes d'organisation que pose la transformation sociale. Que de papier n'a-t-on pas noirci à discuter le problème de la dictature ! Mais il ne me souvient pas d'avoir lu, dans la presse ouvrière française, un seul article sur (à titre d'exemple) le problème de l'administration municipale pendant la révolution. Que sait-on de la révolution à l'école ? du problème financier ? Ne multiplions pas les questions de ce genre : ce serait évidemment trop facile. Mais soulignons que les étudier serait à la fois rendre justice à la révolution russe, dont on ne connaît guère non plus le labeur, et préparer utilement les luttes de l'avenir.

Victor SERGE.



Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : R. APERCE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur